

Courrier des Retraités

JUILLET, AOÛT, SEPTEMBRE 2020 • N°57

**Faut-il abandonner
la réforme des retraites ?**

PAGE 4

**Les micro-organismes :
une histoire simple et complexe**

PAGE 16

Va-t-on encore oublier les EHPAD ?

PAGE 19



fnar.info



retraites-ufr.com

EDITORIAL

Les temps à venir seront durs _____ 3

RETRAITE FRANCE

Faut-il abandonner la réforme des retraites ? _____ 4

Des augmentations au trébuchet _____ 5

SOCIÉTÉ

Points de repère _____ 6

Les séniors et le confinement _____ 7

Covid-19 : masculin ou féminin ? _____ 8

La pandémie est-elle une apocalypse _____ 9

Les ondes électromagnétiques sont-elles dangereuses ? _____ 10

Dans le cerveau d'Einstein _____ 11

De l'oral à l'écrit, quelle aventure ! _____ 12

Petite histoire du format des feuilles de papier _____ 13

L'illelectronisme _____ 14

L'avion électrique au décollage _____ 15

SANTÉ-AUTONOMIE

Les micro-organismes : une histoire simple et complexe _____ 16

La CADES et la Covid-19 _____ 18

Va-t-on encore "oublier" les EHPAD ? _____ 19

Allégez les ordonnances médicales _____ 20

Drôle de printemps _____ 22

Directives anticipées : organiser sa fin de vie _____ 23

NOS FÉDÉRATIONS

Déconfinement pour tous _____ 24

MONDE

L'Union Européenne emprunte 750 Md € _____ 25

LOISIRS- CULTURE

La controverse de Valladolid : les Indiens sont-ils des êtres civilisés _____ 26

Les brigands célèbres, Cartouche _____ 27

Quand humour rime avec culture _____ 28

Une histoire de jarretière _____ 29

La prophétie des Papes _____ 30

Une femme sur le siège de Saint-Pierre ? _____ 31

Les pionniers du Rock and Roll _____ 32

Raphaël – Itinéraire d'un artiste "touché par la grâce" _____ 33

Des idées de lecture _____ 34

Courrier des lecteurs _____ 35

Mots croisés de Jihème _____ 8

A nos lecteurs

L'arrêt de pans entiers de l'économie française pendant la période de confinement, dû à la crise sanitaire, a considérablement détérioré la situation financière de la France.

Citons les dernières nouvelles les plus marquantes.

Le Ministre en charge des comptes annonce une détérioration très préoccupante des chiffres concernant le Sécurité Sociale (52 milliards de déficit) et renonce pour le moment à déposer une loi de financement rectificative, car il estime que la situation n'est pas encore stabilisée.

Le Conseil d'Orientation des Retraites lors de sa réunion 10 juin a annoncé une plongée brutale des comptes du système de retraite, tous régimes confondus.

Elle serait de 29,4 milliards d'euros en 2020, soit 25,2 milliards de plus que prévus en novembre. Cette chute est due à la baisse de la masse salariale qui est la base des cotisations collectées par les régimes de retraites.

C'est un choc d'une brutalité sans précédent pour le système de retraite qui était à l'aube d'une vaste réforme visant à la fois à établir des règles plus universelles et à redresser une trajectoire financière déséquilibrée pour la vingtaine d'années à venir.

Le Conseil renonce par ailleurs à faire des prévisions au-delà de 2020.

Le Président de la République s'est exprimé le 14 juin. Il a tenté de rassurer les Français au milieu de l'avalanche de mauvaises nouvelles. Dans le domaine de l'économie, il a appelé les Français à reprendre pleinement le travail tout en lançant un appel à un pacte productif et à des relocalisations. Il a clairement annoncé qu'il n'y aurait pas de hausses d'impôts.

Souhaitons pour nous tous qu'il réussisse la sortie de crise.

FRANÇOIS BELLANGER

Abonnements au Courrier des Retraités

- 1) Abonnement collecté par l'intermédiaire des associations adhérentes à l'UFR-rg ou la FNAR : 5 € par an pour 4 numéros
- 2) Abonnement individuel : 10 € pour 4 numéros à suivre (parution début janvier, avril, juillet et octobre).

Montant des abonnements à adresser à UFR-rg : 83187 avenue d'Italie 75013 Paris - Tél : 01 43 42 09 37

“On juge une civilisation au sort qu'elle réserve à ses anciens”

(Claude Lévi-Strauss)

Les temps à venir seront durs

Le virus qui nous accompagne depuis six mois marque un ralentissement. C'est quand même une bonne nouvelle !

Mais il peut revenir et le maintien des gestes barrières demeure nécessaire si on veut éviter le retour des décès et d'une thrombose des hôpitaux. Le déconfinement est en cours et l'après Covid est dans toutes les têtes et tous les commentaires.

Impréparation et pénuries

Ce virus a tout d'abord mis en évidence l'état d'impréparation dans lequel nous étions pour affronter un tel événement. Des commissions d'enquête s'efforceront d'en identifier les causes sans tomber, espérons-le, dans le travers habituel consistant pour les acteurs actuels à battre leur coulpe sur la poitrine de leurs prédécesseurs. Ces enquêtes devront certes être rigoureuses, mais devront surtout s'attacher à dégager le chemin des solutions.

Des remises en ordre devront intervenir sur l'organisation des hôpitaux et surtout sur les modalités d'emploi et de rémunération de leurs employés. Des promesses ont été faites. Il faudra qu'elles soient tenues.

Parmi les causes, on évoque souvent le fait d'avoir transféré à l'étranger certaines activités. Citons les masques, les tests, les respirateurs, les médicaments... qui ont fait cruellement défaut, empêchant l'identification précoce des personnes infectées, favorisant l'extension de l'infection et l'encombrement des hôpitaux. On parle donc de rapatrier ces activités mais il est bon de rappeler que ces transferts avaient été organisés vers des pays où les conditions de rémunération et de préservation de l'environnement étaient moindres que dans notre pays. Ne rêvons pas, le rapatriement ne sera pas indolore.

Un long confinement

Mal préparé et victime de pénuries, notre pays a dû imposer un long confinement strict – sans doute nécessaire compte tenu des circonstances – qui a mis à l'arrêt des pans entiers de l'économie et entraîné, pour limiter le risque de chômage, la prise en charge par l'État de la rémunération d'une partie importante de la population active, mise en “chômage partiel”. Ajoutons à cela le

soutien qu'il faut apporter aux entreprises pour qu'elles puissent, évitant le dépôt de bilan et la mise au chômage de leurs salariés, reprendre leur activité après plusieurs mois sans recettes. Qu'il s'agisse de Renault, d'Air France et de bien d'autres, la facture sera lourde.

Or, nous savons que les finances françaises, comme celles de très nombreux pays, ne pourront faire face et il faudra donc emprunter, faire des économies et appeler la population à consentir des efforts que l'on voudra qualifier de contribution, sans doute pas volontaire.

Avant le virus, le ciel n'était pas serein

Bien avant que le virus ne fasse ses ravages et engendre les conséquences qui viennent d'être évoquées, la société était déjà confrontée à une série de lourds problèmes qui n'ont pas disparu.

Il s'agit tout d'abord de la transition énergétique. Nous le savons, la planète se réchauffe, la santé souffre du CO₂ et des microparticules, le climat se modifie, les eaux montent... Des engagements ont été pris pour réduire drastiquement l'utilisation des énergies fossiles et la transition sera difficile et coûteuse : reconverter l'industrie automobile, isoler thermiquement les immeubles, réduire engrais et produits divers qui polluent les rivières et les plages... tout cela demandera des efforts et ils seront difficiles à mettre en œuvre si une bonne pédagogie n'est pas déployée. Qu'on se souvienne du projet d'augmenter la fiscalité sur les carburants automobiles qui a été l'allumette déclenchant la révolte des Gilets jaunes.

La question de l'accompagnement des personnes âgées était elle aussi en attente. De plus en plus nombreuses grâce aux progrès de la médecine et à l'allongement de la vie, elles connaissent sur leurs vieux jours de grandes difficultés, qu'elles restent chez elles comme elles le souhaitent, ou qu'elles rejoignent un établissement spécialisé ; des promesses ont été faites pour améliorer leur sort, le rapport Libault a fait des propositions dans ce sens. Il faudra qu'elles aussi soient tenues.

CHRISTIAN BOURREAU - PHILIPPE SERRE